

Service Environnement et Prévention des risques  
10 rue Claudius Buard  
Immeuble Le Continental  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 06/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**S.A. MERLE**

LE BOURG  
42110 Pouilly-lès-Feurs

Code AIOT : 0054200509

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement S.A. MERLE implanté LE BOURG 42110 Pouilly-lès-Feurs. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- S.A. MERLE
- LE BOURG 42110 Pouilly-lès-Feurs
- Code AIOT : 0054200509
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de fabrication et conditionnement de charcuterie

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- gestion des eaux résiduaires
- gestion des déchets
- consommations d'eau et d'énergies
- bruit
- risque incendie
- rétentions

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/08/2008	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Stockages	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
3	Rejets d'eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
4	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra équiper son site d'un système de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

Un nouvel arrêté préfectoral sera rédigé afin de mettre à jour les conditions d'exploitation du site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2008
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral du site
<b>Constats :</b> Une mise à jour de l'arrêté préfectoral du site sera effectuée. Il est demandé à l'exploitant de fournir une mise à jour des rubriques ICPE auxquelles son site est soumis, ainsi que le tableau des déchets produits avec les codes de la nomenclature déchets associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**N° 2 : Prélèvements et consommations d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvements et consommations d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prélèvements et consommations d'eau
<b>Constats :</b> L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Rejets d'eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect des VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des VLE
<b>Constats :</b> L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Gestion des déchets
<b>Constats :</b> L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Nuisances sonores
<b>Constats :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats de la mesure acoustique de 2022 et de celle qui sera effectuée courant de l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Installations électriques
<b>Constats :</b> L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rétentions
<b>Constats :</b> Il est demandé à l'exploitant de munir son site d'un système de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.  Celui-ci devra transmettre à l'inspection une proposition de calendrier de travaux pour l'installation d'un tel système.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Constats :</b> L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Distance des stockages aux limites de propriété
<b>Constats :</b> Il est demandé à l'exploitant de conserver en toutes circonstances une distance de 3 mètres minimum entre les stockages extérieurs et la limite de propriété (notamment les stockages de palettes).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 7jours